

Session approfondie: l'évolution de la géopolitique et de la gouvernance mondiale: comprendre les tendances, les acteurs et leurs implications en matière de droits des femmes

Le Forum International d l'AWID, Avril 2012

Cette séance approfondie se tiendra le premier et le deuxième jour du Forum de l'AWID, durant l'après-midi. Sa durée totale sera de 6 heures, divisée en quatre ateliers de 1h 30 chacun.

Interprétation: arabe, anglais, espagnol, russe, turc.

NOTE CONCEPTUELLE

Pourquoi et comment la gouvernance mondiale est si importante pour les droits des femmes et pourquoi est-il si complexe et difficile d'en parler dans la réalité du monde actuel? Avec les contributions de dirigeants/es et de penseurs/ses clés dans ce domaine, les participants/es s'informeront sur les caractéristiques importantes du contexte mondial actuel, en explorant par exemple les liens entre la façon dont la croissance est définie et le progrès est mesuré, ainsi que d'autres phénomènes parmi les mécanismes et les changements de l'organisation de la gouvernance mondiale actuelle.

Cette session se penchera sur quelques-uns/unes des acteurs/rices et institutions (nouveaux/elles et anciens/nes) pour définir quel est le visage de la gouvernance mondiale de nos jours. Elle fournira également un espace pour réaliser un brainstorming sur quelle est notre vision de la gouvernance mondiale future pour faire progresser les droits des femmes, la justice sociale, la durabilité environnementale et les droits humains. Ensuite, nous discuterons des implications de cette information, en l'analysant et en y réfléchissant pour l'élaboration de notre stratégie en tant qu'activistes des droits des femmes. Nous terminerons en nous penchant particulièrement sur «ce qui est prévu pour la suite» dans l'agenda mondial, par exemple: les structures proposées dans le cadre de l'agenda de Rio +20, les processus du Caire et de Beijing +20, les propositions pour remodeler l'architecture financière mondiale, le nouveau partenariat de développement mondial proposé et le probable cadre «post-OMD».

Objectifs:

1. Permettre aux participants/es «d'aller plus loin» dans les questions clés et quitter le Forum avec une meilleure compréhension du sujet de la séance et/ou avec des idées de stratégie concrètes à ramener à la maison; et faciliter un engagement interrégional et inter-mouvement plus fort
2. Identifier les domaines d'action communs pour l'engagement féministe critique sur le suivi de ces agendas

Méthodologie

- Pré-Forum: les participants/es peuvent souscrire à une session approfondie pour obtenir plus de renseignements à l'avance: la note de synthèse finale avec quelques lectures/liens recommandés pour donner matière à réflexion. En outre, les participants/es peuvent accéder à une sélection de documents pertinents sur le site web du Forum de l'AWID.
- Lors du Forum: quatre tables rondes seront animées, avec l'intervention des conférenciers/ères suivies par les premières réactions d'un/e intervenant/e (sauf pour le dernier atelier) et par la suite, la parole sera donnée aux apports et questions des participants/es à la session, pour ensuite revenir à l'atelier. La discussion sera éclairée par une note de synthèse sur les aspects et questions clés à prendre en considération lors de chaque session. Cela permettra également de constituer la base de notre contribution à la planification de la stratégie de l'AWID sur ces questions.

1ère table ronde (19 avril, de 14.30hs à 16.00hs, Auditoire Fener)

Titre provisoire: La gouvernance mondiale: quels sont les enjeux pour les droits des femmes et pour le renforcement de la démocratie?

Contenu potentiel et questions:

- Explication de la gouvernance mondiale et bref aperçu de qui et quoi implique-t-elle et pourquoi est-elle pertinente pour les défenseurs/ses des droits des femmes; dans le but de mener des discussions plus spécifiques/détaillées lors des trois sessions suivantes.
- Quelle est la situation aujourd'hui vis-à-vis de la multiple crise à laquelle le monde est confronté? Où en est la souveraineté nationale dans ce contexte? Qu'entendons-nous par une gouvernance mondiale alternative et qu'est-ce que cela implique? Qui en seraient les acteurs? Compte tenu de tout cela, quelles sont les implications pour les organisations des droits des femmes et, en particulier, pourquoi leur engagement est-il pertinent. Comment pouvons-nous collaborer avec les différentes institutions mondiales?

Modératrice: Barbara Adams / Social Watch

Panélistes:

- Gita Sen /Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN): Quel est l'enjeu pour les droits des femmes sur la scène géopolitique actuelle?
- Susan George / Transnational Institute (TNI): L'imbrication des crises et les implications pour la gouvernance
- Hoda Elsadda / Women and Memory Forum: Les révolutions arabes, la religion et la géopolitique de la production de la connaissance

Intervenante: Yifat Susskind / Madre

2ème table ronde (19 avril, de 16.30hs à 18.00hs, Auditoire Fener)

Titre provisoire : Qui est qui dans la gouvernance mondiale et quels agendas prennent en compte les droits des femmes ?

Contenu potentiel et questions: L'OMC, les flux financiers (visibles et invisibles) du commerce et la souveraineté alimentaire, les questions liées à la dette (qui doit à qui et qui paie pour le compte de qui), les alternatives à l'économie fondée sur les soins, la coopération Sud-Sud et triangulaire, comment les réalités se construisent-elles par ces interactions et que signifient-elles pour les agendas des droits des femmes? Étant donné que la façon de «faire des affaires» des pays du BRIC (et de la Chine en particulier) reproduit, d'un côté, la «manière usuelle de faire des affaires» des puissances coloniales, mais conteste, d'un autre côté, l'hégémonie de la dynamique de pouvoir Nord-Sud et constitue une opportunité pour différents types de coopération Sud-Sud, quelles sont les questions (une ou deux) ou problèmes les plus pressants auxquelles nous, défenseurs/ses des droits des femmes, devons nous attaquer dans notre élaboration de stratégies pour répondre à ce nouveau contexte?

Modératrice: Bani Dugal /Bureau de la Communauté internationale bahá'íe auprès des Nations Unies

Panélistes:

- Yoke Ling Chee / Third World Network (TWN): Les BRIC et la nouvelle géopolitique
- Savi Bisnath / Center for Women's Global Leadership (CWGL): La souveraineté alimentaire, implications fiscales et commerciales
- Lilian Celiberti / Articulación Feminista Marcosur (AFM): La coopération Sud-Sud
- Roberto Bissio / Social Watch: Droits humains, quel agenda?

Intervenante: Mary Wandia / African Feminist Forum (FFA) / AWDF

3ème table ronde (20 avril, de 14.30hs à 16.00hs, Auditoire Fener)

Titre provisoire: Les tendances et acteurs émergents et leurs implications sur la géopolitique et les droits des femmes

Contenu potentiel et questions: Le rôle des entreprises transnationales et les avantages de la crise, qui devrait responsabiliser les entreprises? Le financement du développement, les différentes visions (cosmovisions) du développement. En outre, quelles sont les opportunités apportées par la crise? Qu'est-ce que ces nouvelles alliances et jeux géopolitiques signifient pour les droits des femmes?

Modératrice: Mayra Moro-Coco / AWID

Panélistes:

- Jac SM Kee / Association for Progressive Communications (APC): Internet, le secteur privé et le façonnement des gouvernances: du point de vue des droits des femmes
- Njoki Njoroge Njehu / Daughters Of Mumbi Global Resource Center/Jubilee South: Le rôle des coopérations transnationales
- Rosa Lizarde / Groupe de travail féministe (GTF) de l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté (AMCP): L'Organisation des Nations Unies, l'agenda du G et l'égalité des genres
- Mirna Cunningham Kain / Instance permanente sur les questions autochtones de l'ONU: le rôle des peuples autochtones

Intervenante: Rosalind P. Petchesky

4ème table ronde (20 avril, de 16.30hs à 18.00hs, Auditoire Fener)

Titre provisoire: Les implications pour les combats des droits des femmes: Rio +20, la révision des OMD et l'architecture financière mondiale

Questions potentielles à être abordées: Quelle est la pertinence de ces instances pour les droits des femmes? Quel genre de plaidoyer menons-nous au sein de ces instances? Que voulons-nous atteindre dans ces instances? Comment allons-nous mesurer nos progrès?

Modératrice: Lydia Alpizar / AWID

Panélistes:

- Mariama Williams / South Centre: l'agenda de l'architecture financière mondiale
- Patti O'Neill / Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE): L'efficacité du développement et l'agenda du développement de l'après 2015
- Violet Shivutse GROOTS Kenya: La mobilisation «de la base vers le haut» de l'agenda de la gouvernance mondiale
- Victoria Tauli-Corpuz / Indigenous Peoples' International Centre for Policy Research and Education (Tebtebba): L'agenda du développement durable et Rio
- Nalini Singh / Asian Pacific Resource and Research Centre For Women (ARROW): L'agenda du Caire +20 et la mobilisation des jeunes
- Lakshmi Puri / ONU Femmes: Le rôle de ONU Femmes dans la transformation de l'architecture de la gouvernance mondiale pour quelle soit favorable aux droits des femmes et au mouvement féministe

Remarques finales: Lydia Alpizar / AWID

Quelques¹ lectures / liens en rapport avec la session approfondie sur le l'évolution de la géopolitique et de la gouvernance mondiale: comprendre les tendances, les acteurs et leurs implications en matière de droits des femmes

- Rubrique sur la [gouvernance mondiale](#) du site web du Forum de l' AWID
- Présentation / article de Lydia Alpízar Durán / AWID sur la 56ème session de la Commission de la femme de l'ONU Femmes sur [Le renforcement du financement pour les organisations des femmes et l'égalité des genres](#) (en anglais)
- L'aide et le processus de l'efficacité du développement d'un point de vue des droits des femmes: [un aperçu](#) (en anglais) par Anne Schoenstein / AWID pour le 12ème Forum international de l'AWID.
- Social Watch [Rapport 2012](#) – Le droit à l' avenir
- [La collaboration Sud-Sud et la démocratie au Myanmar](#) (en anglais) par Rolf Rosenkranz (DEVEX, 4 avril 2012)
- La Chine et le monde. [Quelle différence en dix ans](#) (en anglais) par T.P. | Pékin (The Economist, 28 février 2012)
- Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN) [Recherche et Analyses](#) (en anglais)
- Third World Network (TWN) [Séries sur les tendances mondiales](#) (en anglais) par Martin Khor
- South Centre [Publications](#)

¹ Ces lectures sont proposées comme des éléments de réflexion. Elles captent la perspective de l'AWID sur certaines de ces questions et autres points de vue.

Biographies

Barbara Adams: Barbara Adams est membre du conseil du Global Policy Forum à New York. Ses postes précédents incluent: directrice du Service de liaison non-gouvernemental des Nations Unies; chef de la section des partenariats stratégiques et des communications, de l'UNIFEM, membre du conseil d'administration du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI).

Lydia Alpizar: Lydia est une activiste féministe du Costa Rica qui vit à Sao Paulo. Elle a été la directrice exécutive de l'AWID depuis 2007 et directrice de Où est l'argent pour les droits des femmes? et des Initiatives stratégiques 2003-2006 de l'AWID sur le Renforcement des mouvements et organisations féministes. Lydia est co-fondatrice et conseillère d'ELIGE - Réseau des jeunes pour les droits reproductifs et sexuels (Mexique), et elle est également co-fondatrice du Réseau de jeunes latino-américains et antillais pour les droits sexuels et reproductifs. Elle est membre du conseil d'administration pour le Fonds mondial pour la femme et du Fonds des femmes d'Amérique centrale.

Nalini Singh: travaille pour ARROW comme Coordinatrice du programme d'incidence politique et de formation. Elle a plus de 9 ans comme défenseure des droits de la femme et dans le champ du genre et développement. Elle travaillait avant avec Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD) à Chiang Mai, Thailand.

Savi Bisnath: Mme Bisnath a commencé sa carrière, au début des années 90', au sein d'une organisation philanthrope basée à Los Angeles, se centrant principalement sur les questions relatives à l'autonomisation économique. Elle a travaillé au sein du «Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes» au siège du PNUD à New York en tant que spécialiste de programme de 1995 à 1997. Elle a aussi fourni ses services professionnels à diverses organisations : publiques / privées, organisations, fondations familiales, syndicats internationaux de télécommunications, agences de l'ONU en Suisse. Elle travaille actuellement comme chercheuse sur des questions liées aux droits économiques, sociaux et politiques au Center for Women's Global Leadership, de l'Université Rutgers, aux États-Unis.

Roberto Bissio: est le directeur exécutif de l'Instituto del Tercer Mundo (Institut du Tiers Monde), une organisation à but non lucratif de recherche et de plaidoyer basé en Uruguay. Il coordonne le secrétariat de Social Watch, un réseau international d'organisations de citoyens/nes à travers le monde qui, chaque année, réalisent un compte rendu sur la façon dont les gouvernements et les organisations internationales mettent en œuvre leurs engagements pour l'éradication de la pauvreté et l'équité des genres. Roberto est membre du comité international du Third World Network et du groupe consultatif de la société civile auprès de l'administrateur du PNUD. En tant que journaliste, il a travaillé sur les questions de développement depuis 1973. Il était le créateur de «The World Guide», un ouvrage de référence tenant compte du point de vue du Sud, publié tous les deux ans en espagnol et en anglais.

Lilian Celiberti: est une activiste féministe depuis plus de 20 ans. Elle coordonne le collectif féministe Cotidiano Mujer en Uruguay et l'Articulación Feminista Marcosur, un groupe d'organisations et de réseaux féministes d'Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Chili et Pérou. En 2006 et 2007, elle a dirigé le secrétariat technique de la Réunion d'experts du MERCOSUR sur les femmes, cherchant à promouvoir une approche de genre à l'intégration régionale. En tant que coordinatrice nationale de l'Uruguay pour la jeunesse et le projet d'intégration d'Amérique du Sud, elle fait partie d'une équipe de recherche composée d'organisations et de chercheurs/ses de six pays différents qui cherchent à promouvoir la participation des jeunes. Mme Celiberti est professeure pour le «Leading in a Gender Key», un cours parrainé par le Réseau Urbal 12: Women and the City. En tant qu'activiste des droits humains, elle coordonne la participation du MERCOSUR dans la Plate-forme interaméricaine des droits humains, démocratie et développement.

Mirna Cunningham Kain: est la présidente du Centre pour l'autonomie et le développement des peuples autochtones (CADPI) de l'ONU, situé à Bilwi, Puerto Cabezas, dans la Région autonome de l'Atlantique Nord (RAAN). Elle a été ministre - déléguée de la RAAN, représentante nationale, membre du Conseil régional autonome de la RAAN et rectrice fondatrice de l'Université des régions autonomes de la côte caribéenne du Nicaragua, URACCAN. Elle est également vice-présidente et membre fondatrice de l'Indigenous Initiative for Peace et membre du conseil d'administration du Fonds mondial des femmes. Mirna est une chirurgienne qualifiée et une ancienne ministre de la Santé et gouverneur de la Côte Atlantique Nord du Nicaragua. Elle a travaillé pendant plus de 30 ans aux niveaux local, national et international pour défendre les droits humains, les droits collectifs des peuples autochtones et la santé des femmes. Son travail s'est centré sur les questions de santé publique et de santé maternelle en particulier, en tenant compte des entrecroisements entre les sujets tels que la santé des femmes, les droits des autochtones et les différents droits économiques et sociaux essentiels pour éradiquer la pauvreté et assurer un développement durable. Elle est une activiste des droits humains et la dignité humaine pour les peuples autochtones du Nicaragua, d'Amérique centrale et au niveau international.

Bani Dugal: est la principale représentante de la Communauté internationale Bahá'íe auprès des Nations unies. En tant que membre de la communauté des ONG internationales auprès de l'Organisation des Nations unies, elle siège actuellement aux comités exécutifs du Comité des ONG sur les droits humains et est la présidente du Comité des ONG sur la liberté de religion ou de conviction, ainsi qu'ancienne présidente du Comité des ONG sur la condition de la femme. Elle a également servi en tant que présidente du Forum mondial du Comité des ONG sur l'UNICEF, membre du Comité directeur du Groupe de travail d'ONG chargé de la question des filles de l'UNICEF, Coordinatrice du Comité des ONG sur UNIFEM, et coordinatrice des défenseurs pour la sécurité alimentaire en Afrique. Mme Dugal a travaillé à la New York State Department of Environmental Conservation et détient une maîtrise en droit de l'environnement de la Pace University School of Law de New York et un diplôme en droit de l'Université de Delhi, en Inde. Avant de déménager aux États-Unis en 1988, elle a pratiqué le droit devant la Cour suprême de l'Inde.

Susan George: est l'une des chercheuses les plus renommées du TNI (Transnational Institut) pour son analyse novatrice des enjeux mondiaux depuis de nombreuses années. Auteure de 14 livres traduits en plusieurs langues, elle décrit son travail avec conviction, une conviction qu'elle partage avec le TNI : «La tâche du scientifique social responsable est d'abord de découvrir ces forces [de la richesse, la puissance et le contrôle], d'autre part, d'écrire clairement à leur sujet (...) en évitant tout jargon (...), et enfin (...) prendre position pour défendre les défavorisés, les sans-abri, les victimes d'injustices».

Yoke Ling Chee: directrice de Third World Network (TWN), elle est basée dans les bureaux de la TWN à Pékin. Elle a été très active dans le domaine de la recherche politique et le plaidoyer, se concentrant sur les questions liées au commerce, l'environnement et le développement sous l'angle des pays en développement depuis les années 1980. Ses domaines d'intervention actuels sont les suivants: le changement climatique, l'interface entre la biodiversité / connaissances traditionnelles et les droits de propriété intellectuelle, la relation entre les accords environnementaux multilatéraux et les accords commerciaux, le transfert de technologie écologiquement rationnelle et les implications de ces questions lors de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, la Convention sur la diversité biologique, l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle. TWN est un réseau international sans but lucratif d'organisations et d'individus impliqués dans les questions de développement durable, les relations Sud et Nord-Sud. Chee Yoke Ling est formée au droit international, possédant un diplôme de l'Université de Malaya (Malaisie) et de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni).

Rosa Lizarde: est la coordinatrice mondiale du Groupe de travail féministe de l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté (AMCP). Rosa a travaillé également au service de liaison des Nations Unies à New York pour le Groupe international de facilitation pour le financement du développement (IFG for FfD, selon les sigles anglais pour International Facilitating Group for Financing for Development). Le mois de Septembre 2008, avec la chute financière du Wall Street was spreading, Rosa and the FTF organized a Popular Cour des Femmes pour denoncer la

pauvreté à New York. Des autres 20 Cours Populaires des Femmes ont eu lieu dans divers endroits du monde. Aussi sur son leadership, the FTF a commencé à évaluer le G20 pour dénoncer l'augmentation de la pauvreté des femmes à cause de la crise mondiale et l'impact du changement climatique.

Njoki Njoroge Njehu: est la directrice exécutive du Daughters of Mumbi Global Resource Centre à Mumbi au Kenya, où elle travaille sur la souveraineté alimentaire, la justice climatique, la finance et les droits fonciers des femmes. Elle est une des membres fondatrices du Conseil international du Forum social mondial, ainsi que co-coordinatrice de l'Africa Jubilee South, le réseau d'organisations et de mouvements faisant campagne sur la dette et le développement.

Hoda Elsadda: est Professeure de Littérature Comparée à l'Université de Le Cairo. Elle est présidente du Centre d'étude du monde arabe contemporain à l'Université de Manchester. Elle travaille en tant que co-directrice du Centre for the Advanced Study of the Arab World (CASAW), au Royaume-Uni, rédactrice en chef adjointe de l'édition en ligne de l'*Encyclopedia of Women and Islamic Cultures*, membre du conseil d'administration du Fonds mondial pour les femmes, membre du Conseil consultatif de la série langues Vivantes de Durham et membre du groupe de base du Groupe de travail des familles arabes. Elsadda est également la co-fondatrice et actuelle présidente du Board of Trustees of the Women and Memory Forum. En 1992, elle a cofondé et coédité *Hagar*, une revue interdisciplinaire en études des femmes publiée en arabe. Elle a écrit des articles et édité des livres traitant du genre dans l'histoire arabe moderne, en particulier à la fin du XIX^{ème} siècle, début XX^{ème}.

Mayra Moro-Coco: est une féministe et possède un doctorat en sciences politiques de l'Université de Montréal (Canada) et une maîtrise en relations internationales de l'Université Autonoma (Madrid). En tant que chercheuse, activiste féministe et consultante pour des ONG internationales et l'ONU, sa carrière s'est centrée sur les droits humains des femmes, les femmes et les conflits, le genre et le développement, les DSSR (droits de santé sexuelle et reproductive) et les conflits et la violence à l'encontre des femmes. Elle a également publié sur ces thèmes dans plusieurs revues académiques et a donné des conférences en anglais, français et espagnol. Mayra travaille actuellement au sein de l'AWID en tant que directrice de la politique de développement et de plaidoyer.

Patti O'Neill: a été la coordinatrice du Réseau de l'OCDE-CAD sur l'égalité entre les genres depuis 2004. Avant de rejoindre l'OCDE, elle a travaillé comme conseillère principale pour l'Agence néo-zélandaise pour le développement international. Pendant 10 ans elle a travaillé en tant que sous-secrétaire du ministère néo-zélandais des Affaires féminines. Plus tôt dans sa carrière, elle a été à la fois bibliothécaire et syndicaliste. Elle a également été une activiste anti-apartheid. Dans tous ses rôles, elle a toujours été une fière (et parfois, bruyante) féministe.

Rosalind P. Petchesky est professeure émérite de sciences politiques au Hunter College, à la City University de New York. Elle est la fondatrice du Groupe international de recherche-action sur les droits reproductifs (IRRAG, selon son sigle anglais pour Reproductive Rights Research Action Group). Elle est diplômée, baccalauréat ès arts summa cum laude, du Smith College et est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université de Columbia.

Lakshmi Puri: possède plus de 37 ans d'expérience dans l'élaboration de politiques de développement et économique ainsi que dans les domaines de la politique, la paix et la sécurité et la diplomatie liée aux droits humains et l'humanitaire. Vingt ans de sa carrière ont été liés au système de l'ONU. Mme Puri s'est formée à l'histoire, la politique publique et l'administration, les relations internationales et le droit ainsi qu'en développement économique. Elle possède un baccalauréat ès arts en « First Division » de l'Université de Delhi et un post graduat de l'Université de Punjab, ainsi que des diplômes professionnels.

Anne Schoenstein: a travaillé durant les dernières années pour assurer que l'égalité de genre et les droits des femmes fassent partie intégrante des débats sur la coopération internationale. Anne est responsable du plaidoyer associée chez AWID et membre actif du groupe de coordination de BetterAid et de son groupe de facilitation. En 2009 elle a fini une formation sur le Suivi des droits économiques, sociaux et culturels à l'Institut d'études internationales et du développement à Genève. Avant de se joindre à l'AWID, Anne a travaillé en tant que chargée de projet chez

WOMNET Gender and Global Governance à Bonn, en Allemagne. Anne est titulaire d'une maîtrise en genre et développement de l'Institut d'études sur le développement du Royaume-Uni; d'un diplôme allemand (Diplom-Betriebswirtin) en gestion d'entreprise avec une spécialisation en études de marché et communications et a participé à des échanges semestriels à l'Université Hiroshima d'Économie au Japon et à l'Université Gadjah Mada en Indonésie.

Gita Sen: est professeure de politique publique à l'Institut Indien de Management de Bangalore (IIMB), en Inde, et professeure de Santé mondiale et population, à l'École de santé publique de Harvard. Elle est titulaire d'un master de la Delhi School of Economics et un doctorat de l'Université de Stanford. Elle a mené dernièrement des travaux de recherches et de plaidoyer en lien avec les dimensions de genre des politiques démographiques et des dimensions d'équité de la santé.

Jac Sm Kee: est une activiste féministe vouée aux politiques évolutives dans les domaines de la violence à l'égard des femmes, la culture, la «race», les identités, les droits à la communication et l'information et les sexualités. Née en 1976, Jac est malaysienne et à accompli ses études tertiaires grâce à deux bourses de la British Council pour l'Université de Londres et la London School of Economics and Political Science (LLB [Hons]; Genre MSc). Jac Sm Kee coordonne la OpenNet Initiative-Asia Gender Research Framework project, EROTICS research (Recherche exploratoire sur la sexualité et internet) et la campagne d'APC «Take Back The Tech!». Jac est le point focal pour le travail de l'APC dans le domaine des droits humains. Elle habite en Malaisie.

Yifat Susskind: est la directrice exécutive de MADRE, qui œuvre pour que les droits humains soient une réalité pour tous. Avant de se joindre à l'équipe de MADRE, elle a fait partie d'une organisation de droits humains israélo-palestinienne à Jérusalem, en utilisant le journalisme, le plaidoyer et la mobilisation politique dans son travail pour la paix. Chez MADRE, Yifat a travaillé avec des activistes des droits humains de la femme provenant d'Amérique Latine, d'Afrique et du Moyen Orient pour créer des programmes leurs communautés afin de faire face à la violence à l'encontre des femmes, la santé des femmes, la consolidation de la paix et la justice économique et environnementale. Elle a dirigé l'élaboration de la programmation axée sur la souveraineté alimentaire, la crise mondiale de l'eau et du changement climatique, et a développé les programmes de MADRE en Irak et Afghanistan. Elle a fourni son expertise sur les droits humains émergents et les problèmes de développement international, elle a également représenté MADRE lors de diverses conférences internationales, y compris à l'ONU.

Victoria Tauli-Corpuz: est la Directrice exécutive de la Fondation Tebtebba (Centre international de recherche politique et éducation des populations indigènes), une organisation qui a un statut consultatif auprès des Nations unies et qui est basée à Baguio City, aux Philippines. Elle est une activiste autochtone appartenant aux peuples Kankana-ey Igorot de la région de la Cordillère des Philippines. Avec 30 ans d'expérience derrière elle, Victoria est vouée à, et continue à travailler pour, la reconnaissance, la protection et la promotion des droits des peuples autochtones et ceux des femmes au niveau national et mondial. Victoria a participé activement à la rédaction et aux négociations de la Déclaration des droits des peuples autochtones des Nations unies jusqu'à ce que celle-ci ait été adoptée en 2007. Victoria a fondé également l'Asia Indigenous Women's Network (AIWN) et depuis 2005, elle a été la présidente du Forum permanent des Nations unies sur les Questions Autochtones. Victoria joue également quelques autres rôles: co-présidente du Forum international sur la mondialisation, conseillère en affaires autochtones et de genre du Third World Network, et commissaire de la Commission nationale sur le rôle des femmes philippines, entre autres.

Mary Wandia: est une féministe africaine dont la trajectoire féministe a débuté au African Women's Development and Communication Network (FEMNET) en 1999 où elle a travaillé en tant qu'administrateur de programme pour la sensibilisation autour de l'intégration du genre dans le processus de transition de l'Organisation de l'unité africaine vers l'Union africaine (UA), ainsi que le commerce et le financement du développement. Jusqu'à mars 2009, elle a travaillé comme coordinatrice des droits des femmes au sein du Secrétariat africain d'Action Aid International à Nairobi, puis à la Pan Africa Gender Justice and Governance Lead de l'Oxfam Pan Africa Programme. Elle travaille maintenant pour l'Open Society Initiatives pour l'Afrique orientale, faisant partie de l'OSI.

Mariama Williams: est consultante internationale en économie et commerce et associée adjointe au Center of Concern à Washington DC Elle est chercheuse associée à l'International Gender and Trade Network (IGTN), co-coordinatrice de la recherche, l'économie politique de la mondialisation (Commerce) - Development Alternative with Women for a New Era (DAWN) et directrice de l'Institut de droit et d'économie (ILE-Jamaïque). Mariama est également membre de l'équipe de conception et la personne-ressource pour le cours «Genre, commerce et promotion des exportations», qui a été utilisé par les associations de femmes d'affaires et des institutions gouvernementales d'Afrique orientale, les Caraïbes et l'Asie du Sud. Mariama est l'auteure de «Gender Issues in the Multilateral Trading System» et consultante dans les domaines du genre et du commerce international au Secrétariat du Commonwealth à Londres. Elle a également été membre de l'International Advisory Committee of Progress of the World's Women, un rapport biennal publié par le Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), et a été membre du Conseil consultatif du directeur général, une personne-ressource du Commonwealth Business Women's Network et ancien membre du conseil d'administration de l'AWID.

Violet Shivutse: est la fondatrice et la coordinatrice de Shibuye Community Health Workers, et du Kenya Home-Based Care Alliance. Apart de procurer des soins et de l'appui pour des centaines de personnes qui vivent avec le VIH, elle a travaillé avec des autorités locaux pour prévenir le land grabbing des veuves et des orfelins. Violet est leader a GROOTS Kenia, a la Comision Huairou et dans le steering commite du Global Coalition on Women and AIDS.